

# Promotion des fruits et légumes

## Les pays du Sud



### INITIATIVE FAO/OMS

2,7 millions de décès dus aux maladies non transmissibles (cardiopathies, diabète de type 2, obésité et certains cancers) seraient liés à une alimentation pauvre en fruits et légumes (F&L). Leur consommation variée et en quantité suffisante apporte micronutriments, fibres alimentaires et diverses substances non nutritives bénéfiques. Cependant, dans de nombreux pays et en particulier en Afrique, la quantité de F&L disponibles est très loin de la consommation minimale recommandée (400g/jour).

L'OMS et la FAO ont annoncé en 2003 le déploiement de mesures communes destinées à promouvoir la consommation de fruits et de légumes.

Afin de sensibiliser les institutions et les populations et d'encourager des initiatives nationales et régionales, des ateliers, réunissant les acteurs de la santé, de l'horticulture et de l'éducation des pays du Sud ont été organisés. Le premier s'est tenu à Kobe (Japon), en septembre 2004. Plus de 50 experts et décideurs étaient présents afin de définir un cadre d'action pour promouvoir les fruits et légumes au niveau national (édité en mars 2005).

Depuis, de nombreux ateliers internationaux et nationaux se sont succédés -figure ci-contre- le prochain étant prévu en 2009 pour les pays anglophones d'Afrique Sub-Saharienne (PROFAV).

Arusha (Tanzanie)  
PROFAV – Pays anglophones  
d'Afrique Sub-Saharienne

2009

oct 2007

### LES ATELIERS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX DE PROMOTION DES FRUITS ET LEGUMES DEPUIS 2003

- nov 2003 Rio de Janeiro (Brésil), lancement de l'initiative conjointe FAO/OMS
- sept 2004 Kobe (Japon), premier atelier FAO-WHO
- Mars 2005 Edition du cadre d'action pour la promotion des F&L
- sept 2005 Lisbonne (Portugal) - Pays lusophones & Durban (Afrique du Sud) - Afrique du Sud
- mai 2006 Guymallen (Argentine) - Pays d'Amérique Centrale et d'Amérique Latine
- août 2006 Séoul (Corée) - Pays du Sud-East asiatique

### PROFEL et ses suites...

Pays francophones d'Afrique Sub-Saharienne et Océan Indien



Yaoundé (Cameroun), octobre 2007

76 experts de la santé, de la nutrition, de l'éducation, de l'horticulture.  
16 pays africains : Bénin, Burundi, Cameroun, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Madagascar, Mali, Niger, Rwanda, Sénégal, Tchad et Togo

BURUNDI



- Deux conventions pour la promotion des légumes (World Vegetable Center et l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi)
- Plan directeur de recherche développement de la filière maraîchère
- Formation de techniciens pour vulgariser les techniques de bonne conduite maraîchère

Multiplication de cultures fruitières pour l'exportation (STABEX)  
→ fruit de la passion (greffage de variétés violettes sur les jaunes importées du Kenya) et ananas (sevrage de micro-plantules pour une distribution en milieu rural).

Identification de variétés de légumes et fruitiers adaptées grâce à l'appui du gouvernement et à l'initiative des pays pauvres très endettés (IPTE)  
« Nous espérons compter sur l'expertise et la bonne collaboration de l'Initiative PROFEL pour identifier les variétés d'agrumes et fruitiers tempérés à introduire dans le cadre de ce projet » commente Célestin Niyongere, chercheur à l'ISABU pour le programme F&L.

#### LES CONTRAINTES IDENTIFIEES

Faible mobilisation des partenaires (santé, éducation, horticulture)  
Absence d'établissements scolaires spécialisés en horticulture  
Ruptures de stocks de semences de légumes, importées

CAMEROUN



Création d'une cellule de préparation pour constituer la Plate-Forme Camerounaise pour la promotion des F&L. Cette cellule (10 membres de 7 organismes et ministères) a pour rôles de réunir les documents sur l'état des lieux de la production, commercialisation et consommation des F&L au Cameroun (banque de documents créée à l'IRAD), de préparer l'atelier national constitutif de la plate-forme et de définir les plans d'action suite à PROFEL pour 2010.

Un plan stratégique (2010-2014) fera l'objet de réflexion pour définir les objectifs prioritaires / réalisables et la mise en œuvre d'interventions ciblées.

BENIN



Programme national de recherche sur les cultures maraîchères et fruitières lancé par l'Institut National des Recherches Agricoles du Bénin (INRAB)

Atelier sur les stratégies de valorisation des légumes traditionnels

Journée de sensibilisation sur la consommation de F&L au travail et en milieu scolaire

Enquête nationale « Steps » sur les facteurs de risque des maladies chroniques (Ministère de la Santé), considérant la consommation en F&L

A venir : actions en perspective au niveau de la recherche (disponibilité, consommation des F&L et prévalence des maladies nutritionnelles), de la formation (production, préparation et consommation des F&L) et de l'information des populations (journées de sensibilisation dans les quartiers de villes et villages)

#### LES CONTRAINTES IDENTIFIEES

« L'approche pluridisciplinaire est souvent difficile à accepter par les décideurs et certains scientifiques, habitués à une distinction des missions et des budgets » explique Christophe Cocou Tossou, chercheur à l'INRAB.  
→ Ressources financières et matérielles difficiles à mobiliser.

MADAGASCAR



Action FERT/FIFATA (Association pour le progrès des Paysans) pour faire du Centre d'Expérimentation et de Formation en Fruits Et Légumes un outil pour dispenser des formations de qualité, construire des références techniques et économiques reconnues et proposer des nouvelles des marchés de manière réactive afin de favoriser la diversification, facteur d'enrichissement et de sécurité

QUALISANN (2007-10): études sur les qualités sanitaire et nutritionnelle du cresson et autres légumes-feuilles (CIRAD, Université Antananarivo)

CÔTE D'IVOIRE



Atelier en association avec le Programme National de Nutrition (second trimestre 2009) qui s'ouvrira sur l'élaboration d'un programme national d'actions.

« Il s'agit avant tout de faire l'état des lieux nutritionnel et sanitaire des populations mais aussi de présenter les recommandations des ateliers internationaux sur les fruits et légumes (PROFEL-octobre 2007, Atelier du Projet IndigenoVeg-janvier 2008) et de sensibiliser les acteurs politiques à la valeur nutritionnelle et à l'importance agro-socio-économique des F&L pour une meilleure prise en compte dans les politiques de développement », explique le Dr. Lassina FONDIO du Centre National de Recherche Agronomique (CNRA).